

92 13 909

6 DEC. 2000

Aloisi

"A AND D "

Société en nom collectif

Au capital de 50.000 francs

Siège social : Centre Commercial Clos Gainault
Route de Lieusaint
91100 SAINT PIERREDU PERRY
385 126 172 CORBEIL ESSONNES

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur **José DOS SANTOS MALHEIRO**

demeurant à AUXONETTES - SAINT FARGEAU PONTIERRY (Seine et Marne) - 10, rue aux Sonnettes

ci-après dénommé "LE CEDANT"
d'une part

ET

Mademoiselle **Agnès GOURNAY**

demeurant à MORET SUR LOING (Seine et Marne) - 05, rue du Peintre Zanaroff

ci-après dénommée "LE CESSIONNAIRE"
d'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La société en nom collectif « A AND D », a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée par acte sous seing privé en date à MORET SUR LOING (Seine et Marne) du 09 mars 1992, enregistré à MONTEREAU le 16 mars 1992 sous les mentions Vol 364 folio 26 Bordereau 114/1.

Elle a été transformée en société en nom collectif par décision de l'unanimité des associés prise en assemblée générale extraordinaire prise le 29 mars 1995.

A pour objet tant en France qu'à l'étranger l'étude et la mise en œuvre par tous moyens de toutes les techniques concernant l'exploitation de débits de boissons hôtels restaurants et la gérance de débit de tabacs. Et ce aussi bien sur le territoire national que dans un contexte international.

La mise à disposition de main d'œuvre et de personnel de toutes qualifications dans les domaines concernés ou connexes.

Son capital s'élève à la somme de cinquante mille francs divisé en cinq cents parts de cent francs chacune, numérotées de 01 à 500, entièrement libérées.

ORIGINE DE PROPRIETE

AG

VD

Le cédant possède dans cette société deux cents parts sociales numérotées de 301 à 500 de cent francs chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la constitution de la société.

DECLARATIONS

Le cédant déclare :

- qu'il est né le 27 août 1962 à VILA VERDE (Portugal);
- qu'il est de nationalité portugaise ;
- qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes ;
- qu'il dispose de la pleine capacité juridique d'aliéner ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tous gage, nantissement, droit de retour conventionnel, clause d'inaliénabilité ou autre droit ou empêchement quelconque ; qu'elles ne font l'objet d'aucune promesse de vente ou pacte de préférence ;
- qu'il est marié avec Madame Catherine Fernande RICOZZI sous le régime de la séparation de biens en vertu d'un contrat de mariage reçu par Maître Serge GUILLET, Notaire à MELUN, le 23 juin 1999 préalable à leur union du 23 octobre 1999 ;

Le cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 07 octobre 1956 à FONTAINEBLEAU (Seine et Marne);
- qu'il est célibataire ;
- qu'il est de nationalité française ;
- qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

CESSION

Par les présentes, le cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit au cessionnaire qui accepte, deux cents parts sociales de ladite société qui lui appartiennent, numérotées de 301 à 500 avec tous les droits et obligations y attachés.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

Le cessionnaire reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des associés et les accepte.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de deux mille trois cents francs par part cédée soit un prix total de quatre cent soixante mille francs que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

COMPTE COURANT

A 6

[Signature]

Monsieur José DOS SANTOS MALHEIRO possède un compte courant inscrit dans les livres de la Société « A AND D », dont le montant s'élève à la somme de quarante mille francs (40.000,00 F), ainsi que l'atteste l'arrêté établi par le gérant de la société, et dont Monsieur José DOS SANTOS MALHEIRO reconnaît avoir obtenu le remboursement de la société « A AND D » ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

SIGNIFICATION

Un original du présent acte est remis dès signature des parties à la gérance pour dépôt au siège social, contre remise d'une attestation de ce dépôt, au cessionnaire.

AGREMENT DE LA CESSION

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 septembre 2000, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et agréé expressément Mademoiselle Agnès GOURNAY, cessionnaire en qualité de nouvel associé.

GARANTIE DE PASSIF

Le cédant déclare ne donner aucune autre garantie que l'existence des parts cédées.

DECLARATIONS FISCALES

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que la société "A AND D" est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts cédées représentent des apports en numéraire. Il déclare également que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

FORMALITES - POUVOIRS

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce d'EVRY.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la société.

FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront à la charge de la société.

FAIT LE TRENTE SEPTEMBRE DEUX MILLE
A SAINT PIERRE DU PERRY

EN SIX EXEMPLAIRES, dont un remis préalablement à l'enregistrement pour valoir signification à la société.

José DOS SANTOS MALHEIRO : BON POUR CESSION DE DEUX CENTS PARTS SOCIALES (200)

Bon pour cession de deux cents parts sociales

Agnès GOURNAY : BON POUR ACCEPTATION DE DEUX CENTS PARTS SOCIALES (200)

Bon pour acceptation de deux cents parts sociales (200)
Gournay

"A AND D "

Société en nom collectif

Au capital de 50.000 francs

Siège social : Centre Commercial Clos Gainault
Route de Lieusaint
91100 SAINT PIERREDU PERRY
385 126 172 CORBEIL ESSONNES

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 30 SEPTEMBRE 2000

L'an deux mille

Le trente septembre à dix heures

Au siège social, à SAINT PIERRE DU PERRY (Essonne) – Centre Commercial Clos Gainault, Route de Lieusaint

Les associés de la société en nom collectif «A AND D » au capital de cinquante mille francs, divisé en cinq cents parts sociales de cent francs chacune, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS OU REPRESENTES

Monsieur Dominique NUGIER, propriétaire de trois cents parts sociales	300 parts
--	-----------

Monsieur José Louis DOS SANTOS MALHEIRO Propriétaire de deux cents parts sociales	200 parts
--	-----------

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	500 parts
---	-----------

Tous les associés étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Assiste également à la réunion Mademoiselle Agnès GOURNAY, co-gérant non associé.

Monsieur Dominique NUGIER, préside la réunion en sa qualité de co-gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Autorisation de cession de parts ; et agrément d'un nouvel associé.

AG ND S

- Modification corrélative des statuts.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le président met au voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par Monsieur José DOS SANTOS MALHEIRO de céder à Mademoiselle Agnès GOURNAY, demeurant à MORET SUR LOING (Seine et Marne) – 05, rue du Peintre Zanaroff, de nationalité Française, deux cents parts sociales lui appartenant,

autorise cette cession et agréé expressément Mademoiselle Agnès GOURNAY en qualité de nouvel associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence de la résolution précédente, sous réserve de la réalisation de la cession de parts projetée, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la société.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille francs, divisé en cinq cents parts sociales de cent francs chacune, numérotées de 01 à 500 entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés.

- Monsieur Dominique NUGIER	
à concurrence de trois cents parts sociales numérotées de 01 à 300, ci	300 parts

- Mademoiselle Agnès GOURNAY	
à concurrence de deux cents parts sociales numérotées de 301 à 500, ci	200 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social	500 parts
---	-----------

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

AG

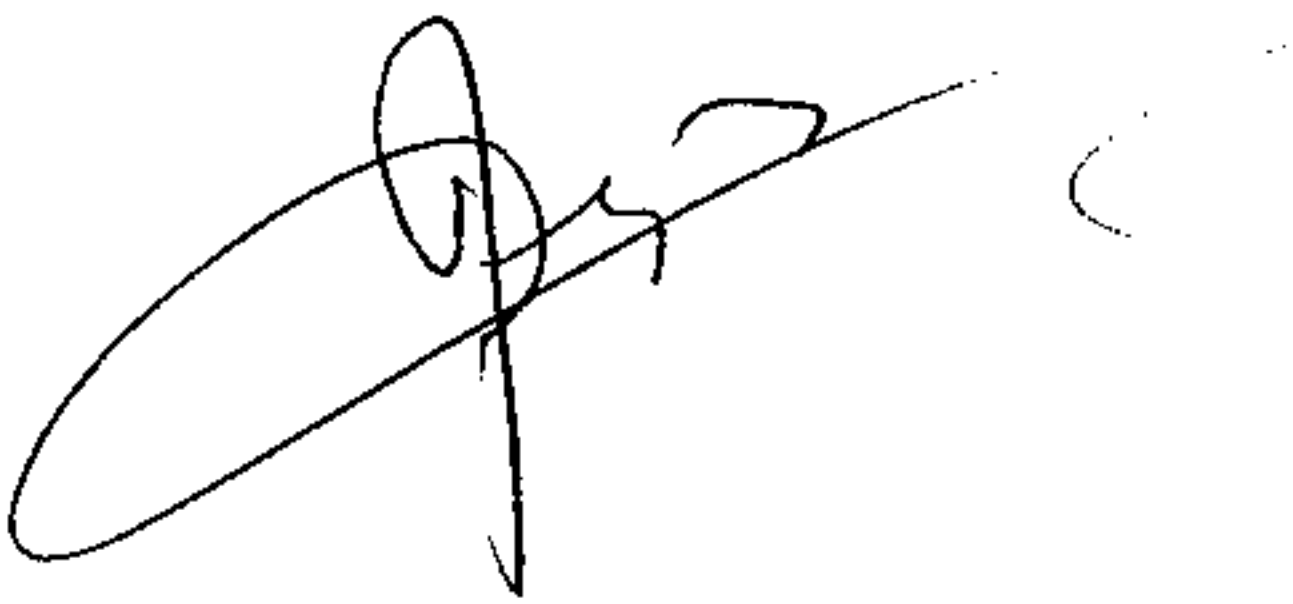
ND



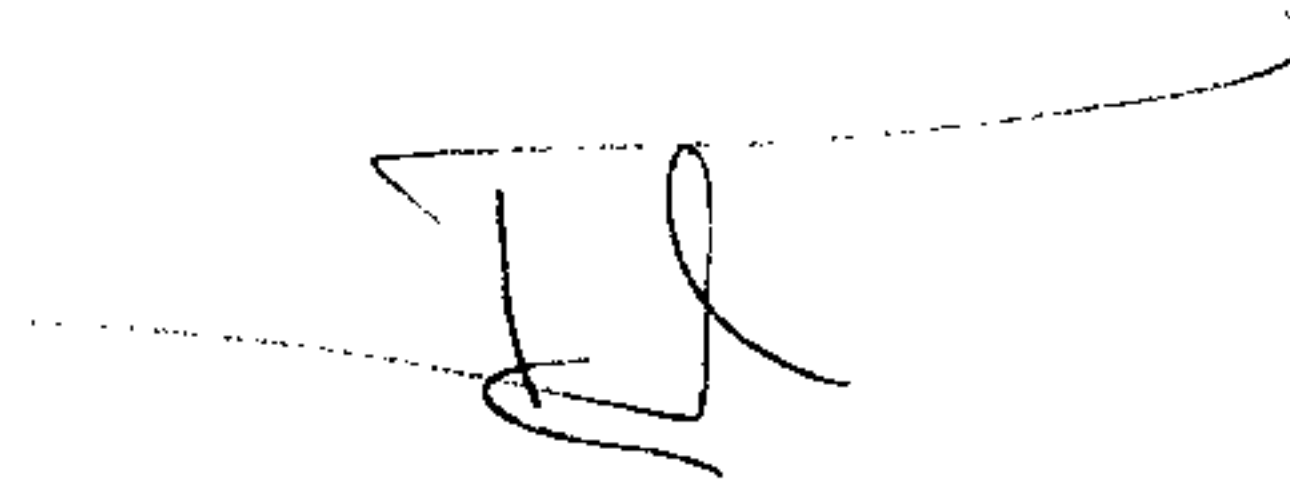
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à dix heures quarante.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le gérant ainsi que par tous les associés présents ou par leurs mandataires, après lecture.

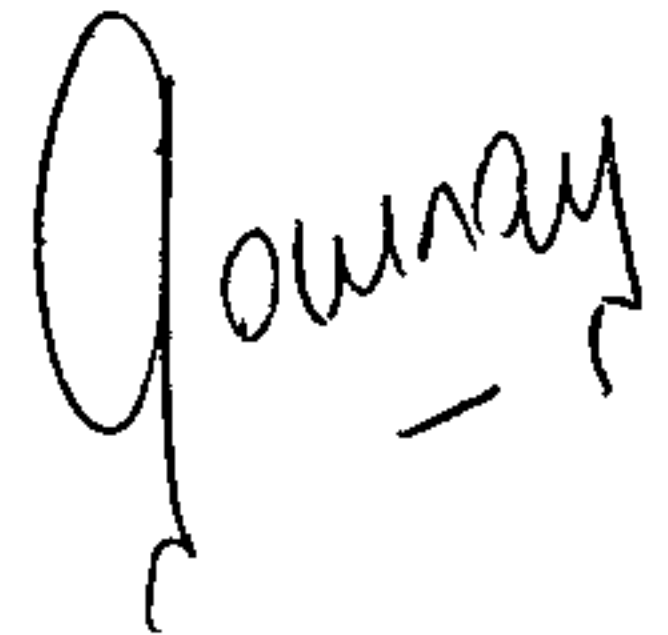
Dominique NUGIER

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a large loop at the top and a long horizontal stroke extending to the right.

José DOS SANTOS MALHEIRO

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Agnès GOURNAY

A handwritten signature in black ink, with the name 'Gournay' clearly visible and a long horizontal stroke extending to the right.

« A AND D »

Société en nom collectif

Au capital de 50.000 francs

**Siège Social : Centre commercial Clos Gainault
Route de Lieusaint
91100 SAINT PIERRE DU PERRY**

385 126 172 RCS CORBEIL ESSONNES

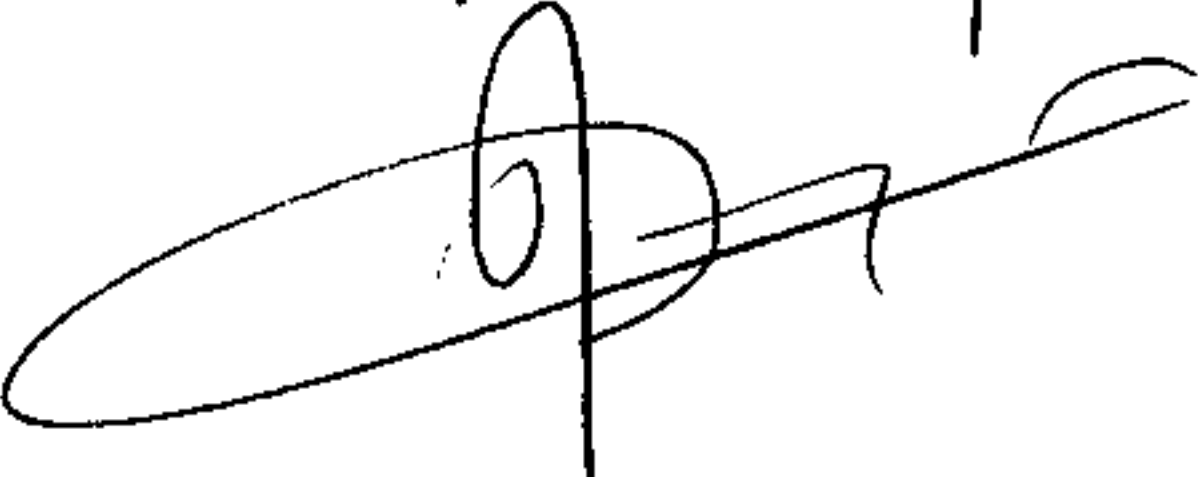
STATUTS

MIS A JOUR SUITE

A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

ET A LA CESSION DE PARTS SOCIALES

DU 30 SEPTEMBRE 2000

Pour copie certifiée conforme


TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

La Société « A AND D » a été constituée sous la forme de la Société à responsabilité limitée par acte sous seing privé en date à MORET SUR LOING (Seine et Marne) du neuf mars mille neuf cent quatre-vingt douze, enregistré à MONTEREAU, le seize mars mille neuf cent quatre-vingt douze sous les mentions : Vol. 364 F° 26 Bord. 114/1.

Elle a été transformée en Société en Nom Collectif par décision de l'unanimité des associés prise en Assemblée Générale Extraordinaire le 29 mars 1995.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger l'étude et la mise en oeuvre, par tous moyens, de toutes les techniques concernant l'exploitation de débits de boissons, hôtels, restaurants et la gérance de débits de tabacs.

Et ce aussi bien sur le territoire national que dans un contexte international.

La mise à disposition de main d'oeuvre et de personnel de toutes qualifications dans les domaines concernés ou connexes

- l'acquisition, l'exploitation ou la cession, la concession de tous brevets, procédés ou marques de fabrique ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation, la prise de participation, la prise en gérance ou en gestion de toutes entreprises ou Sociétés ayant un objet similaire ou connexe et dont l'activité serait susceptible de développer les affaires de la Société ;
- et, plus généralement, toutes opérations financières, mobilières, immobilières ou commerciales de nature à favoriser le développement des affaires de la Société.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société reste : « A AND D »

Elle doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société en Nom Collectif » ou des initiales « S.N.C. ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, ce nom commercial doit, une fois au moins, être précédé ou suivi de la dénomination sociale et des mots « Société en Nom Collectif » ou des initiales « S.N.C. ».

Article 4 – DUREE DE LA SOCIETE – EXERCICE SOCIAL

1. La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt dix neuf années à compter du vingt deux avril mille neuf cent quatre-vingt douze, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
2. L'exercice social commence le 01 octobre et finit le 30 septembre.

Article 5 – SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société reste fixé à SAINT PIERRE DU PERRY (Essonne), Centre commercial « Clos Gainault » route de Lieusaint.

Il peut être transféré en tout autre endroit du département par simple décision de la Gérance, sous réserve d'une ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des associés, et partout ailleurs, par décision collective extraordinaire des associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Article 6 – APPORTS

Les apports résultent de la constitution de la société, à savoir des apports de numéraire pour un montant de cinquante mille francs.

Article 7 – CAPITAL

Le capital social est fixé à cinquante mille francs, divisé en cinq cents parts sociales de cent francs chacune, numérotées de 1 à 500 entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

Monsieur Dominique NUGIER	
à concurrence de trois cents parts sociales numérotées de 1 à 300, ci	300 parts
Mademoiselle Agnès GOURNAY	
à concurrence de deux cents parts sociales numérotées de 301 à 500, ci	200 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	500 parts

Article 8 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.
Ces augmentations de capital sont réalisées soit par création de parts sociales nouvelles, soit par élévation corrélative du montant nominal des parts sociales existantes.
2. Le capital social peut également être réduit, pour quelque cause que ce soit, par une décision collective extraordinaire des associés.

Article 9 – REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.
La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Article 10 – INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de désigner l'un deux pour les représenter auprès de la Société : à défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement de la propriété des parts sociales, l'usufruitier participe seul aux décisions collectives relatives à l'approbation du rapport de la Gérance et des comptes de l'exercice écoulé et à l'affectation des résultats. Le nu-propriétaire participe seul à toutes les autres décisions.

Article 11 – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

La propriété de chaque part sociale confère un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social. Les pertes se répartissent le cas échéant de la même façon.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Chaque associé répond indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Dans leurs rapports entre eux, chacun des associés ne répond des dettes sociales qu'en proportion de ses droits dans le capital.

Article 12 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 – Cessions entre vifs

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité accomplie par le dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux expéditions ou deux originaux de l'acte de cession.

Toute cession entre vifs, à quelque titre que ce soit, même au profit d'une personne déjà associée, ne peut être réalisée qu'avec le consentement de tous les associés.

Le projet de cession est notifié à la Gérance par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans les huit jours de la réception de la notification à elle faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

Le refus d'agrément fait obstacle à la réalisation de la cession projetée et l'associé cédant reste propriétaire des parts sociales qui devaient faire l'objet de la cession.

2 – Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les coassociés de l'époux associé statuent à l'unanimité sur l'agrément du conjoint. En cas de refus d'agrément, le conjoint associé reste seul associé pour la totalité des parts communes.

3 – Décès d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue avec le conjoint survivant et les héritiers de l'associé décédé, sous réserve de l'agrément requis pour devenir associé.

Cet agrément résulte d'une décision unanime des associés survivants ; il doit intervenir dans les trois mois de la notification à la Société par lettre recommandée de la survenance du décès.

Les héritiers et le conjoint d'un associé décédé doivent justifier de leur qualité auprès de la Société dans le mois du décès. De son côté, la Gérance peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Sauf déclaration contraire de leur part, toutes notifications aux héritiers et au conjoint sont valablement faites au dernier domicile connu de l'associé décédé.

L'agrément s'applique à tous les indivisaires s'il intervient avant notification du partage des parts sociales ayant appartenu au défunt à chacun des associés survivants ; il s'applique au conjoint et aux héritiers, considérés isolément, dans le cas contraire.

Si l'agrément n'est pas notifié au conjoint et aux héritiers dans le délai de trois mois prévu ci-dessus ou si cet agrément n'est pas accordé, les parts sociales ayant appartenu au défunt sont annulées et remboursées par la Société aux ayants droit, à moins que, sur décision unanime des associés survivants, elles n'aient été acquises à l'amiable soit par ceux-ci, soit par toutes personnes qu'ils auraient agréées.

La valeur des parts sociales est fixée à l'amiable au jour du décès ou à défaut d'accord, par expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Lorsqu'elle est débitrice de la valeur des parts de l'associé décédé, la Société dispose d'un délai de six mois à compter de la date d'acceptation amiable du prix ou de la notification du rapport de l'expert pour rembourser les ayants droit. La valeur de remboursement est majorée d'un intérêt au taux légal à compter du décès.

Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

En cas de continuation de la Société avec un ou plusieurs héritiers mineurs, ceux-ci ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence des forces de la succession de leur auteur. En outre, la Société doit être transformée, dans l'année du décès en Société en commandite dont le ou les héritiers mineurs deviennent commanditaires ; à défaut, elle est dissoute.

4 – Dissolution d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux, l'attribution des parts communes au conjoint non associé est soumise à l'agrément des associés. Celui des conjoints qui possédait déjà la qualité d'associé ne participe pas au vote.

5 – Dissolution d'une personne morale associée

La dissolution pour quelque motif que ce soit, même pour fusion ou scission d'une personne morale associée, est assimilée au décès d'un associé et suit le même régime.

Les attributaires des parts ayant appartenu à la personne morale dissoute sont soumis à l'agrément des autres associés.

6 – Associé survivant unique

Les dispositions ci-dessus s'appliquent lorsque le décès ne laisse subsister qu'un seul associé survivant, sous réserve de l'application de l'article 1844-5 du Code Civil.

Article 13 – PROCEDURE DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, INTERDICTION D'EXERCER UNE PROFESSION COMMERCIALE OU INCAPACITE FRAPPANT L'UN DES ASSOCIES

Lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un des associés, la Société n'est pas dissoute et continue entre les autres associés.

La valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé qui perd cette qualité est déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil. Les parts sociales sont rachetées par la Société qui réduit, le cas échéant, son capital en conséquence ou, s'ils le décident, à l'unanimité, par les autres associés ou par des tiers agréés par eux.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent même lorsqu'il n'existe qu'un associé autre que l'associé exclu, sous réserve de l'application de l'article 1844-5 du Code Civil.

Article 14 – COMPTE COURANT

Les associés peuvent, du consentement de la Gérance, verser dans la caisse sociale des fonds en compte courant.

Les conditions de rémunération et de retrait de ces avances sont déterminées d'accord entre les associés prêteurs et le ou les Gérants.

TITRE III

GERANCE - CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15 – NOMINATION DES GERANTS

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, désignés pour une durée déterminée ou non par décision ordinaire des associés.

Tous les associés sont Gérants sans limitation de durée. Par décision extraordinaire, les associés peuvent également désigner un ou plusieurs Gérants non associés pour la durée qu'ils fixent.

Lorsqu'une personne morale exerce la Gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cette personne morale doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner son remplaçant.

Article 16 – POUVOIRS DE LA GERANCE – OBLIGATIONS – REMUNERATION

1 – Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance, agissant au nom de la Société, a pouvoir de passer seule tous actes entrant dans l'objet social.

2 – Dans les rapports entre associés, il est convenu que la Gérance ne pourra, sans y avoir été préalablement autorisée par décision prise à l'unanimité des associés, acheter, vendre ou échanger tout immeuble ou fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, concourir à la constitution de toute Société ou faire apport de tout ou partie des biens sociaux à une Société constituée ou à constituer.

3 – Il peut être attribué par décision collective ordinaire, une rémunération à la Gérance ; les modalités de cette rémunération sont fixées par ladite décision.

4 – Sauf dispense de la collectivité des associés, les Gérants sont tenus de consacrer tout leur temps et tous leurs soins aux affaires sociales.

Article 17 – REVOCATION – DEMISSION DES GERANTS

1 – La révocation d'un Gérant associé est décidée à l'unanimité des autres associés.

La révocation d'un Gérant non associé intervient sur décision ordinaire des associés.

La révocation peut encore résulter d'une décision de justice pour cause légitime.

La révocation d'un Gérant, associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la Société, sauf décision contraire des associés.

2 – Le Gérant révoqué, s'il est associé, pourra décider de se retirer de la Société en demandant le remboursement de ses parts sociales dont la valeur sera déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Cette décision devra être notifiée, dans les trois mois de la révocation à chacun des autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'associé ou les associés restant pourront désigner un tiers pour se porter acquéreur des parts sociales.

3 – Les fonctions d'un Gérant cessent par sa démission, qui prend effet dans les trois mois de l'envoi d'une notification à chaque autre associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai.

En aucun cas, la démission d'un Gérant ne met fin à la Société, à moins que les autres associés ne décident la dissolution à l'unanimité.

Article 18 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants.

Le cas échéant, la Société doit désigner au moins un Commissaire aux Comptes titulaire et suppléant lorsque les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont réunies.

Tout associé peut demander en justice la nomination d'un Commissaire aux Comptes.

Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES – FORMES ET MODALITES

Article 19 – DECISIONS COLLECTIVES – FORMES ET MODALITES

1 – La volonté des associés s'exprime par les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles ont pour objet une modification des statuts et d'ordinaires dans les autres cas.

2 – Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une Assemblée Générale est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes et pour toutes autres décisions si l'un des associés le demande.

L'Assemblée Générale est convoquée par la Gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés et contenant indication des jour, heure et lieu ainsi que de l'ordre du jour de la réunion. Elle peut être convoquée par tout associé si elle est appelée à statuer sur la révocation du ou des Gérants.

Elle se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé muni de son pouvoir.

L'Assemblée est présidée par un Gérant ou par l'associé qui l'a convoquée, qui peut être assisté d'un secrétaire pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Les délibérations sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur et signés par chacun des associés.

Sauf pour l'approbation des comptes annuels, la Gérance peut toujours consulter par écrit les associés au lieu de les réunir en Assemblée.

Elle leur adresse alors par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le texte des résolutions soumises à leur approbation, accompagné de tous documents et rapports nécessaires à leur information, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée.

Le délai imparti à chacun d'eux pour adresser ce bulletin à la Société dans les mêmes formes, est de quinze jours à compter de l'envoi de la consultation.

Si un associé, dans les huit jours, fait connaître à la Société, dans les mêmes formes, sa décision de voir les résolutions en cause soumises à une Assemblée d'associés, la procédure de consultation écrite est arrêtée et la Gérance doit immédiatement convoquer l'Assemblée dans les formes et délais prévus ci-dessus, avec le même ordre du jour.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

Dans les huit jours de l'expiration de ce délai et si la réunion d'une Assemblée n'a été demandée par aucun associé, la Gérance dresse et signe le procès-verbal de la consultation sociale auquel sont annexées les réponses des associés. Ce procès-verbal est établi sur registre ou feuilles mobiles, comme indiqué ci-dessus.

3 – Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération ou de consultation des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

4 – Après dissolution de la Société, les attributions faites à la Gérance par le présent article sont dévolues dans les mêmes conditions aux liquidateurs.

Article 20 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la Société et excédant les pouvoirs des Gérants, pourvu qu'elles n'emportent pas modification des statuts ou approbation de cession de parts sociales.

Les décisions collectives ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 21 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1 – Les cessions de parts sociales, les augmentations du capital et les réductions du capital non motivées par des pertes doivent être autorisées à l'unanimité des associés.

La révocation d'un Gérant associé ne peut être décidée qu'à l'unanimité des autres associés.

2 – Toutes autres décisions emportant modification des statuts doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Les associés peuvent notamment décider : la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société, la modification de la répartition des bénéfices et de l'actif social.

Ils peuvent aussi décider la transformation de la Société en Société d'une autre forme, sous réserve que soient respectées, le cas échéant, les conditions de révocation d'un Gérant associé qui s'opposerait à la transformation.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES

Article 22 – ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre Ier du Code de Commerce.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Les associés non Gérants disposent sur les livres et documents sociaux du droit de communication reconnu par la Loi et le Décret sur les Sociétés Commerciales. Ils peuvent également deux fois par an poser par écrit des questions sur la gestion sociale ; la Gérance doit répondre à ces questions également par écrit.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article 244 du Décret du 23 mars 1967, la Gérance doit établir les documents prévisionnels et rapports d'analyse dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

Article 23 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le résultat réalisé par la Société est à la disposition des associés proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils possèdent.

De convention expresse et sauf décision contraire des associés prise à l'unanimité, ceux-ci sont, de plein droit et sans délai, dès la clôture de l'exercice écoulé :

- soit créanciers du montant du bénéfice distribuable rapporté au nombre de parts sociales dont chacun est propriétaire ;
- soit débiteurs de la perte constatée qu'ils prennent en charge et supportent dans la proportion de leurs droits sociaux.

TITRE VI

DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 24 – DISSOLUTION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte totale de son objet ou par décision judiciaire pour justes motifs.

Elle peut également être dissoute à tout moment par anticipation, par décision des associés prise dans les conditions prévues à l'article 21 ci-dessus.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, tout intéressé peut demander la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 25 – LIQUIDATION

1 – A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, et sous réserve du cas prévu par l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil, la Société est aussitôt en liquidation et sa dénomination

sociale est dès lors suivie de la mention « Société en liquidation ». Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.
La personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

2 – Les fonctions de la Gérance prennent fin par la dissolution de la Société sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité de la dissolution.

Les associés, par une décision collective ordinaire, nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération ; le ou les Gérants alors en exercice peuvent être nommés liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination.

Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

3 – La Gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

La cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de l'actif à une autre Société, notamment par voie de fusion, requiert le consentement unanime des associés.

4 – Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en Assemblée Ordinaire, dans les délais, formes et conditions prévus pour les assemblées visées par l'article 20 des statuts.

Ils consultent en outre les associés, dans les délais et formes prévus à l'article 19 des statuts, chaque fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y en a nécessité. Les décisions sociales, selon leur nature, sont alors prises dans les conditions des articles 20 ou 21 des statuts.

5 – En fin de liquidation, les associés statuent à la majorité prévue à l'article 20, sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'Assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts de capital.

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

Article 26 – CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.